

IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :

1. Définitions et interprétation

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, les expressions ci-dessous ont les significations suivantes :

« Autorisation » : désigne une autorisation, un consentement, une approbation, une délibération, un permis, une exemption, une inscription, une attestation notariée ou un enregistrement.

« Acte Uniforme OHADA » : désigne l'Acte uniforme OHADA du 17 avril 1997 relatif au droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique.

« Avis de Tirage » : désigne l'avis de tirage devant être remis par l'Emprunteur au Prêteur conformément à l'Article 6.1 de la présente Convention.

« Crédit » : désigne le montant en principal que le Prêteur accepte de mettre à la disposition de l'Emprunteur au titre de la Convention, soit le montant de USD 25.000.000 (vingt cinq millions de dollars américains) conformément à l'Article 3 de la présente Convention.

« Contrôler » : signifie détenir directement ou indirectement, ou la détention directe ou indirecte, par une société ou entité quelconque (a) de plus de 50% des droits de vote à l'assemblée générale (ou l'équivalent) d'une autre société ou entité ou (b) le droit de nommer la majorité des membres du Conseil d'Administration ou autre organe de gestion équivalent de cette société ou entité.

« Date de Remboursement » : désigne la date qui tombe 15 (quinze) ans après la Date de Tirage à laquelle le Tirage a été mis à disposition de l'Emprunteur.

« Date de signature » : désigne la date de signature de la présente Convention.

« Date de Tirage » : désigne la date correspondant à l'un des 5 (cinq) Jours Ouvrés à compter de l'Avis de Tirage, à laquelle le Crédit doit être mis à disposition de l'Emprunteur par le Prêteur.

« Dollar ou USD » : désigne le dollar américain, la monnaie des Etats Unis d'Amérique.

« Etat Préjudiciable » : désigne tout événement de nature financière ou juridique susceptible d'altérer la capacité de l'Emprunteur à satisfaire son engagement financier au titre de la Convention.